

Craines croissantes pour les entreprises

TENDANCE

La « réunion des chefs de services financiers » rassemble tous les organismes publics ou parapublics (Trésor, Urssaf, Assedic, etc.) auxquels les entreprises sont amenées à payer charges et impôts. Elle examine la situation de celles qui n'ont pas pu faire face à leurs échéances, afin de mettre en oeuvre éventuellement des solutions permettant d'éviter le dépôt de bilan. Par les temps qui courent, cette commission ne chôme pas. « Depuis la mi-novembre, indique le trésorier-payeur général Pierre Dubourdiou, nous avons été sollicités par 70 entreprises employant au total 1 100 salariés. Le rythme s'est sensiblement accru. Et il y a une évolution dans la nature des dossiers. » On est passés de la TPE à la PME, du pizzaiolo à la société de 50 salariés. Cet indice le confirme, la Gironde n'a pas échappé au phénomène de tétanisation de l'économie consécutif à la crise bancaire de l'automne.

Quelques îlots préservés

Tout ne va pas mal dans le département, où certains îlots résistent à cette vague néfaste. Globalement, à ce jour, l'informatique ne s'en sort pas trop mal, « du moins pour les services offrant une réelle valeur ajoutée à leurs clients », souligne Philippe Passault, directeur général de la société **Aquitem** (130 salariés). Et jusqu'à nouvel ordre, les industries de l'aéronautique, de l'espace, de la défense, semblent tenir bon. « Mis à part un ralentissement des consultations peut-être saisonnier, je ne sens pas l'effet de la crise », constate Patrice Daste, PDG de la société méridionale SEIV, qui travaille entre autres pour Astrium, le CEA, et Nexter. Mais ces arbres ne doivent pas cacher la forêt. Au sein même de la vaste branche de la métallurgie, beaucoup de secteurs commencent à tirer la langue. La santé vacillante de l'automobile est illustrée par les difficultés des Fonderies du Bélier (Vérac), où il n'est pas sûr que le recours au chômage partiel, massivement pratiqué fin 2008, permette d'éviter une troisième vague de suppressions d'emploi. Et le dernier bulletin de conjoncture régional du syndicat professionnel UIMM fait état d'une forte baisse des commandes de la plupart des secteurs donneurs d'ordres de la métallurgie (bois, agroalimentaire, etc.).

Bernard Surgot, PDG de la société Oxymetal, spécialisée dans la découpe de métal à façon, est bien placé pour mesurer l'ampleur de ce ralentissement. « Certains secteurs clients comme le ferroviaire ont tenu bon. Mais, dans les biens d'équipement, des entreprises se sont retrouvées brutalement avec des stocks colossaux. Des fabricants de remorques de poids lourds, qui avaient jusqu'à 4 mois de carnets de commandes, ont ainsi vu leur activité s'écrouler. »

On peut aussi souligner - même si elle est en partie le fruit d'un choix de ses actionnaires américains - la probable fermeture de la société Solae à Bassens (lire notre édition d'hier). Un coup dur pour l'économie départementale et pour les 32 salariés de cette entreprise spécialisée dans le traitement du soja destiné à l'alimentation animale.

Seconde classe

Si toutes les entreprises n'en sont pas encore, dans ces conditions, à tailler dans leurs effectifs permanents, beaucoup réduisent leur train de vie, transmettant ainsi l'onde de choc. Si la SNCF constate un maintien global de la fréquentation des TGV, elle observe un report de la première classe vers la seconde. Thierry Gaillac, patron de l'hôtel quatre étoiles Burdigala, note que le remplissage des établissements de haut de gamme a baissé par rapport à l'année dernière.

Dans ce contexte, les divers dispositifs de secours fonctionnent à plein régime. La cellule SOS entreprise lancée par la CCI a examiné plus de 300 dossiers depuis le début octobre, dont certains concernent des entreprises de plus de 20, voire de 40 salariés. Mais « le plus gros reste à venir », craint son responsable, Jean Talla. De son côté, la société de financement publique Oseo, dont les garanties permettent de limiter les risques des banques, se trouve elle aussi inondée de demandes. « Pour ce type d'intervention, notre activité a été multipliée par deux », constate le directeur régional, Jean-Pierre Quinton. « Du restaurateur à l'architecte, en passant par le loueur de matériel de chantier, l'essentiel du tissu est concerné. » En ce début d'hiver glacial, en Gironde comme ailleurs, le thermomètre de l'économie est décidément tombé très bas.

Bernard Broustet